

Premières réflexions sur les grèves généralisées de décembre 1995... Il s'agit pour *Carré Rouge*, non de retracer au jour le jour les événements qui ont marqué cette période, mais de tenter d'en dégager les lignes de force, les indications pour les mois à venir. Cet article a déjà fait l'objet d'une large discussion lors d'une réunion élargie du comité de rédaction. Il appelle vos commentaires et vos critiques.

Les trois coups du brigadier

Le 15 novembre, Alain Juppé, chef du gouvernement, monte à la tribune de l'Assemblée nationale et, dans un long discours charpenté, présenté avec fougue, dévoile un plan, son plan, pour «réformer» la Sécurité sociale. Inutile pour nos lecteurs avertis de reprendre dans le détail les éléments constitutifs de cette attaque sans précédent contre la Sécurité sociale et le régime de retraite des fonctionnaires. Naturellement, ce plan s'appuie sur toutes les mises en cause des conquêtes et acquis sociaux qui, depuis 1958, jalonnent l'histoire de la V^e République, notamment les lois, décrets, circulaires, livres blancs qui, durant quatorze années de mitterrandisme, ont préparé le terrain à cette offensive de la droite réactionnaire. Ne l'oublions jamais.

Alain Juppé est ovationné par toutes les composantes d'une majorité pourtant divisée entre balladuriens et chiraquiens. Edouard Balladur doit se lever et participer à ce qu'on nomme dans les milieux du spectacle une «standing ovation». Le cac 40 bondit. La presse entonne les trompettes de la renommée, loue un Premier ministre hier décrié, lui découvre vertus et qualités. Mieux, les principaux dirigeants du parti socialiste s'avouent heureusement étonnés, satisfaits des principales mesures contenues dans ce plan. Mon-

sieur Evin, ancien ministre de la Santé, se déclare prêt à le soutenir. Quant à Michel Rocard, il revendique des droits d'auteur. Tout en se félicitant que le Premier ministre ait frappé ->fort et vite», il rappelle sans fausse pudeur que son Livre blanc avait préconisé l'essentiel des dispositions du plan Juppé sur les retraites...

Bernard Kouchner, Martine Aubry, Dominique Strauss-Kahn, Jack Lang, la fine fleur de la nomenklatura du parti socialiste (1) s'incline avec respect, et Jean-Pierre Chevènement n'est pas le dernier à découvrir bien des qualités au plan présenté. Robert Hue n'est pas en reste. Sans doute critique-t-il ici et là, mais il est «constructif» ! Robert Hue est un opposant «constructif»...

Quant à Nicole Notat, c'est l'extase : c'est son plan, celui pour lequel la C.F.D.T. a toujours milité, déclare-t-elle le soir même. Elle devient de facto membre du gouvernement d'Alain Juppé.

Seuls Marc Blondel et Louis Viannet s'opposent. Encore faut-il préciser que l'un et l'autre considèrent qu'il faut faire «reculer» Alain Juppé. Nul ne réclame l'abrogation de ce plan. Les dirigeants des deux confédérations ouvrières, s'ils protestent, s'ils s'offusquent, se préparent cependant à capituler en rase campagne comme ils l'ont toujours fait.

Tels sont les faits.

En somme, se rassurent les journalistes sérieux, passée l'«improvisation» du premier gouvernement Juppé, Jacques Chirac et le gouvernement Juppé II s'engagent dans une politique cohérente anti-ouvrière. Le Wall Street Journal met les points sur les «i», et note le 19 : «Enfin, Alain Juppé se met au travail».

S'adressant aux parlementaires, le maire de Bordeaux, Premier ministre et président du R.P.R. —excusez du peu— livre, dans son discours du 15, la signification stratégique de son plan : «J'engage, dit-il, une réforme que mes prédécesseurs n'ont pas osé entreprendre depuis trente ans». Le Premier Ministre dit vrai, il dit l'essentiel.

L'attaque contre la Sécurité sociale et les retraites n'est pas dictée par l'état des prétendus déficits de l'institution. L'offensive contre la Sécurité sociale et les fonctionnaires, si elle s'inscrit dans une situation sociale, économique et financière déterminée, a un objectif politique majeur : casser la fonction publique, briser le statut des fonctionnaires, leur régime de retraite, disloquer la Sécurité sociale et préparer sa privatisation, aller à marche forcée vers les fonds de pension, précariser les personnels, bref imposer dans ce secteur majeur de la classe ouvrière, de la société française, ce que le patronat et le gouvernement sont parvenus à réaliser -pour partie- dans le privé.

En agressant ce secteur, largement syndiqué, porteur de traditions de luttes, de traditions démocratiques, le Premier ministre veut briser une forteresse. A Edouard Balladur, à Pierre Mauroy, à Fabius, à Edith Cresson, à Rocard, à tous ses prédécesseurs, il dit en substance : «J'y vais car il est temps de passer de la quantité à la qualité. Vous avez renâ-

clé devant l'obstacle, moi j'affronte. Je n'ai pas le choix : j'ai le dos au mur, les marchés me guettent».

En somme, c'est un chef de guerre qui s'exprime le 15 novembre.

Le soir, entouré de ses collaborateurs qui lui rapportent les louanges qui montent de toutes parts, le chef de gouvernement, lucide, laisse tomber : «Ça passe ou ça casse».

UN PLAN SECRET

Lorsque la lutte des classe se centralise, elle s'organise. C'est vrai pour chaque camp. Mais la bourgeoisie dispose sur les salariés d'un avantage historique : depuis la Révolution française, elle a bâti un Etat —c'est son véritable parti— qui lui permet d'apprécier la situation, de disposer ses forces en fonction des nécessités. La bourgeoisie a l'habitude de l'action politique centralisée et utilise pour ce faire l'Etat, son instrument administratif, policier et militaire. Or Chirac et Juppé savent que ce n'est pas sans danger : l'histoire de la Ve République est jalonnée d'affrontements qui ont tourné court, d'offensives qui ont capoté, 1963, grève des mineurs, 1968, Lois Falloux, Air France, etc., jusqu'aux récents mouvements des C.I.P....

Ils ont conscience de cette situation. Ils mesurent mieux que quiconque, et assurément mieux que nous, la crise réelle, crise de confiance, qui mine l'Etat jusqu'à ses sommets. Ils vont donc utiliser le secret. Le secret absolu. Le plan Juppé, on le sait maintenant, a été préparé à Brégançon lors d'un long week-end en août, entre les couples Chirac et Juppé, puis mis en œuvre comme une opération clandestine, parfaitement orchestrée. Deux ou trois collaborateurs de l'Elysée et de Matignon suivent chacun, sans en avoir une ver-

sion globale, une partie du dispositif. Seuls le Président et le Premier ministre sont en mesure de reconstituer le puzzle. Et les rôles sont distribués. Au ministre des Affaires sociales Jacques Barrot, la «frime» : l'organisation de forum régionaux où chacun peut parler, bavarder... Comme à la messe, Jacques Barrot écoute religieusement. Le Président de la République, lui, reçoit les leaders syndicaux. Il les rassure. Le Président, c'est le père de la Nation ; il est bonhomme, au point que Marc Blondel, tranquille comme Baptiste, tirant sur ses bretelles, déclare le 11 novembre sur le perron de l'Elysée : «La Sécurité Sociale est sauvée».

Pour Blondel, c'est un bon «compromis». Il a aidé Chirac à être élu à la présidentielle ; en retour, ce dernier lui garantit qu'à quelques coups de canif près, «l'institution» sera maintenue. Pour preuve, on apprendra qu'il a invité l'aile «gauche» du Secrétaire général, les terribles Alexandre Hébert et Pierre Lambert à déjeuner à l'Elysée...

Le gaullisme, on l'oublie trop souvent, est un pouvoir civil qui porte l'uniforme ; or, après tout, la lutte des classes n'est que la continuation de la guerre par d'autres moyens. Pour ne prendre qu'un exemple, rappelons que quelques jours avant que les «événements» n'éclatent, paraît au Journal officiel une circulaire qui autorise les préfets à utiliser les blindés lors de troubles sociaux sans autorisation de Matignon et du ministre de la Défense...

Incroyable atteinte aux libertés démocratiques. Incroyable dispositif s'inscrivant dans la perspective d'une véritable guerre civile contre les salariés et la jeunesse ! Personne ne proteste. Jospin travaille, à l'image de son personnage des Guignols, au «réalisme de gauche» et Robert

Hue écrit au Président de la République qu'il souhaite le rencontrer pour discuter de la mise en œuvre de son programme...

Bref, le 15 novembre, Alain Juppé surprend sa propre majorité, son gouvernement (Jacques Barrot avouera aux journalistes qu'il ne connaissait pas le détail des mesures du plan) et évidemment les dirigeants syndicaux. Blondel n'en revient pas : le Président de la République lui a menti ! Quant à Alain Juppé, il n'est pas arrogant comme on le lui reprochera plus tard : il attaque, fonce. Chef de gouvernement, il sait que pour atteindre l'objectif, il faut frapper sans manifester la moindre hésitation. C'est ainsi qu'il agira. A la guerre comme à la guerre. Et ceux qui aujourd'hui dans sa propre majorité le traînent plus bas que terre oublient les superlatifs élogieux qu'ils adressaient au Juppé nouveau, chef de guerre au compte du capital financier. *Vae Victis !*

Ce n'est qu'à la lumière de ces faits qu'on peut apprécier ce que furent les réactions des dirigeants syndicaux. Pour Nicole Notat, c'est clair ; d'emblée elle rejoint son camp : le patronat, affrontant une réaction extrêmement violente de ses propres militants. C'est Nothatcher.

Marc Blondel et la direction de la C.G.T.-F.O. se cabrent, protestent et ouvrent les premiers la voie à la résistance. Non seulement il n'y a plus de « grain à moudre » mais ce plan sonne le glas, s'il passe tel quel, et de la Sécurité sociale et des positions syndicales dans l'institution. La victoire de Juppé, c'est tout simplement le début de la fin pour la bureaucratie syndicale. Le plan Juppé, c'est d'une certaine manière la mort annoncée d'un syndicalisme ouvrier indépendant de l'Etat et du gouvernement. Ce qui est vrai en général

pour le syndicalisme ouvrier l'est en particulier pour la C.G.T.-F.O. : la place, le rôle que la centrale réformatrice joue dans les rapports syndicaux et politiques depuis sa création. Marc Blondel s'engage donc le premier dans la lutte, non pour vaincre mais pour desserrer l'étau, et Louis Viannet suit, cahin-caha, sans enthousiasme.

C'est que les dirigeants du P.C. qui dirigent la C.G.T. ne la contrôlent plus vraiment. Ce que les grèves de décembre vont confirmer de manière éclatante et pour la première fois avec cette intensité, c'est que le mur de Berlin est vraiment tombé à l'intérieur du mouvement ouvrier, de la C.G.T. en particulier.

En deux mots — car il va falloir analyser sérieusement ce qu'est devenu le P.C.F. — l'appareil néo-stalinien n'a plus ni homogénéité, ni référence idéologique, ni réelle discipline de fraction (2) L'appareil souffre.

De ce point de vue, le congrès confédéral de la C.G.T. qui, pour le malheur de Viannet s'ouvre en plein conflit, va se transformer en véritable caisse de résonance de la mobilisation des cheminots et des fonctionnaires, au point que lorsque le Secrétaire général prononce son discours d'ouverture et « oublie » de réclamer le retrait du plan Juppé, les militants le rappellent à l'ordre et l'obligent à une mise au point devant la presse ; de même on s'opposera, motion contre motion, sur la question de la grève générale de la Fonction publique. Du jamais vu !

Mais l'essentiel n'est pas là : du début à la fin du mouvement, la C.G.T.-F.O. et la C.G.T. feront mine de coller aux aspirations des masses, quelques centimètres devant le mouvement, comme on avance avec des baïonnettes dans le dos, priant pour que la tempête se calme, incapables

cependant — et c'est déterminant — de s'y opposer de front.

Le mouvement spontané des cheminots a submergé les hésitations des uns, les calculs des autres, balayant tout sur son passage avec une force, une puissance, une densité rarement constatées dans l'histoire des relations sociales françaises.

LA BATAILLE DU RAIL

Nous ne pouvons ici relater par le menu et dans l'ordre chronologique ce que furent les événements de décembre 95. L'objet de cet article, c'est d'essayer d'en dégager les traits politiques essentiels, d'ouvrir la réflexion, le débat, sans prétendre être exhaustif.

Le 24 novembre, les cheminots entrent en grève totale. Ils imposent l'unité syndicale dans les dépôts, entraînant sans aucune difficulté les syndicats catégoriels qui ont, dans ces secteurs, une influence non négligeable. L'unité est totale, tout comme la détermination. La grève est générale. Très vite, dans toute la France, l'assemblée générale quotidienne des cheminots va devenir le quartier général territorial de la grève des fonctionnaires qui va tendre à se généraliser. Ce ne sont pas des comités interprofessionnels de grève brevetés. N'importe, gaziers, postiers, enseignants viendront non seulement dans les dépôts pour saluer le combat des cheminots, manifester leur solidarité active en se mettant en grève, mais de surcroît les dépôts deviennent les états-majors du combat, son cœur. Et le mot d'ordre des cheminots sera repris par tous les fonctionnaires : « Tous ensemble ! Tous ensemble ! ».

La grève des cheminots paralyse le pays. A Paris comme dans toutes les grandes villes de province, la situa-

tion est sans exemple : les salariés de la RATP se sont engagés dans une grève sans faille, comme les tramways en province.

La grève est impressionnante, d'une puissance inégalée et partout, la même méthode : assemblées générales, discussions, unité imposée des syndicats. La mobilisation est telle que ni la C.G.T. ni la C.G.T.-F.O. n'osent prétendre la diriger et encore moins s'y opposer frontalement.

De sorte que lorsque le 28 novembre Blondel et Viannet —à l'initiative rappelons-le de Marc Blondel— se serrent la main devant les photographes en tête de la manifestation parisienne, ils officialisent une situation qui existe déjà à la base dans les dépôts. Retrait du plan Juppé, retrait du contrat de plan de la SNCF, garantie et maintien des retraites vont donc constituer l'axe revendicatif de cette grève des transports qui impulse la grève généralisée de la Fonction publique.

A l'offensive secrètement préparée d'Alain Juppé répond la réaction spontanée des salariés, utilisant leurs organisations syndicales comme des instruments de lutte et tendant à généraliser le mouvement à toute la Fonction publique.

Car jamais, jamais, ni Blondel ni Viannet n'appelleront à la grève générale de la Fonction publique. Ils parleront de radicalisation, de temps forts, de généralisation, mais de grève générale jamais. Le gouvernement, voire la V^e République, n'y aurait pas résisté.

La bataille du rail, le combat des cheminots, va briser net l'offensive d'Alain Juppé. D'abord il tient, puis il louvoie, commence à reculer ; alors tout se disloque. Car deux caractéristiques politiques majeures vont marquer cette grève généralisée de

CHOSSES VUES

Elle marche. Lui aussi. Ils ne se connaissent pas. Il neige et les flocons qui volètent semblent éclairer Paris, ce matin, tôt, dixième jour de grève totale de la SNCF et de la RATP.

Elle est fatiguée. Lui aussi. Ils marchent. Il est 6 H 15. Elle. Lui. Et ils sont des centaines de milliers à marcher ainsi dans la région parisienne.

Le journaliste tend son micro. C'est, disent les professionnels, un «micro-trottoirs». Un attroupement se forme. Près de l'Opéra.

Micro

- Vous allez à votre travail...

Elle

- Oui.

- C'est dur ?

- Oui... Pour les grévistes aussi... Dix jours, c'est long...

- Ne croyez-vous pas qu'il faudrait un «service minimum» ?

- S'ils ne bloquaient pas Paris, vous ne poseriez pas cette question... Au revoir. Lui écoutait. Lui, probablement cadre moyen, téléphone mobile en bandoulière.

-Et vous monsieur ?

- J'en ai marre... Marre de marcher... Six km aller, six km retour... C'est pour Europe 1 ?

- Oui.

-Je peux dire un mot ?

-Bien sûr...

-Vous ne couperez pas ?

- Mais non...

- Si le gouvernement ne cède pas... ça va mal finir... Pour lui !

- Ne croyez-vous pas qu'il faudrait un service minimum ?

- Même réponse que la dame. A bientôt...

Il se remet à marcher. Elle le regarde et sourit. Lui aussi. Il neige et les flocons qui volètent semblent éclairer Paris. Il

la Fonction publique : malgré la mobilisation sans précédent des médias audiovisuels contre les grévistes au nom des «usagers», la population salariée du pays va d'emblée manifester sa solidarité avec les fonctionnaires. L'autre caractéristique, c'est évidemment l'importance que la manifestation de rue aura prise durant ce mois de décembre 1995.

Chaque jour, le flot des manifestants s'élargit, se radicalise, se diversifie de manière spectaculaire. Des plus petites villes aux grandes capitales régionales, ils sont des millions. Soyons précis. Les services du ministère de l'Intérieur auront donc annoncé pour ce mois de décembre quelque 3.700.000 manifestants. Un rapport destiné au Premier ministre et au Président de la République rappelle que de telles manifestations ne peuvent être comparées par leur puissance et leur nombre qu'à celles que le pays a connues à la Libération !

En réalité, les chiffres du ministère de l'Intérieur sont faux. Tout le monde le sait, mais il est sans intérêt de polémiquer. Les chiffres, même minorés, sont tels qu'ils disent que le mois de décembre a vu des millions de femmes, d'hommes et de jeunes, fonctionnaires, salariés du privé, chômeurs, se rassembler dans une grève qui, au-delà des revendications, était une réaction à quinze années de libéralisme anti-ouvrier, mené successivement par les différents gouvernements de François Mitterrand, qu'ils soient de gauche ou de droite, lors des deux cohabitations.

La grève de décembre est une grève contre le capital financier, contre les marchés, contre l'Europe de Maastricht. La grève de décembre est une grève contre la déréglementation, les privatisations, les licenciements massifs, la précarisation. Les gré-

vistes, lorsqu'ils étaient interviewés, et ils l'étaient rarement, exprimaient la même réflexion : nous faisons grève pour l'avenir de nos enfants. Cette gravité, cette conscience, cette pugnacité sont loin du caractère festif et joyeux de mai-juin 68.

Les choses sérieuses commencent, car la situation sociale, économique, financière de la France et de l'Europe capitalistes est sérieuse.

Décembre 95 marque un coup d'arrêt décisif contre une politique qui, initiée aux Etats-Unis, engagée en Europe par Margaret Thatcher, a soumis tous les pays au diktat du capital financier, bouleversant les modes de vie de nos sociétés. Bourdieu l'a écrit avec talent : les cheminots ont engagé le combat pour la «civilisation».

La bataille du rail s'est conclue par une éclatante victoire des cheminots pour eux-mêmes : retrait du contrat de plan, garantie sur les retraites à trente-sept ans et demi, mais aussi pour tous les fonctionnaires menacés par ces mêmes mesures. Au-delà de ces succès, à ce moment, le plan Juppé est forclos, sa cohérence disloquée. Enfin, la confiance que sa majorité et les marchés financiers lui avaient accordée à partir du 15 novembre s'est évanouie.

Nous publions in extenso l'article écrit dans Les Echos le 13 décembre par Nicolas Beytout, éditorialiste et co-propriétaire de ce journal. Il dit avec lucidité et clarté ce qu'à ce moment la bourgeoisie française pense de son gouvernement, du rapport des forces créé par la grève.

Ajoutons que la démission de Bergougnoux, P.D.G. de la S.N.C.F., exigée par le gouvernement, n'aidera pas à restaurer la confiance parmi les cercles dirigeants de la bourgeoisie et de l'Etat...

L'espoir a changé de camp, et la

Etablissement commercial Trains de Paris Austerlitz

CGT

FO

CFDT

25 jours d'une grève exemplaire.

Déjouons les pièges qui nous sont tendus.

Pendant 25 jours, lucides et responsables, nous avons mené dans l'unité une lutte exemplaire. Nous avons obtenu d'importantes avancées :

- au plan national, maintien de notre régime de protection sociale et mise à plat du contrat de plan.
- Au plan local, mise au cadre permanent de 39 CDD.

Cette lutte et ces acquis ont été rendus possibles grâce aux multiples convergences avec les autres salariés du public et du privé. Mais aussi avec le soutien majoritaire de la population, des usagers.

Aujourd'hui, la direction générale et les directions régionales ne supportent pas cet immense mouvement de convergence et de solidarité qui s'est développé autour de cette lutte qui refuse le recul social et l'abandon des valeurs du service public. Elles se savent battues sur le contrat de plan, les restructurations et l'emploi. Alors elles continuent de faire des oppositions avec un esprit de revanche. Il s'agit de blocages contraires aux engagements écrits du ministère. Ne tombons pas dans ces provocations, surtout dans la période actuelle.

Ce sont les valeurs du service public que nous défendons en ce moment en permettant à tous ceux qui nous ont soutenus de partir en vacances dans les meilleures conditions.

Mais la direction SNCF n'est pas quitte pour autant. Nous restons mobilisés, lucides, unis et responsables au côté des usagers pour défendre l'ensemble de ce grand service public que nous voulons tous.

Appuyons-nous sur l'expérience que nous venons de vivre, pour tous ensemble aller plus loin et pas à pas imposer nos choix pour l'avenir.

Dès aujourd'hui, organisons-nous, syndiquons-nous, discutons largement pour imposer ces valeurs que nous partageons TOUS ENSEMBLE, de façon à être prêts à agir en masse dès le début janvier 1996.

UN GOÛT D'AMERTUME

Au matin du vingtième jour de grève, et au lendemain d'une série de manifestations toutes plus importantes les unes que les autres, le regard que l'on peut porter sur la crise sociale et la façon dont on peut, tout doucement, espérer en sortir est forcément amer. Amertume de voir le Premier ministre lâcher si brutalement après avoir tenu si longtemps. Amertume de voir que la réforme Juppé, jugée indispensable et courageuse par la plupart de ceux qui ne sont pas en charge d'intérêts catégoriels, a perdu beaucoup de sa chair. Amertume de voir que ce qui s'annonçait comme un enjeu de société -la France peut-elle réformer ses citadelles- a tourné à l'avantage du conservatisme et du corporatisme.

Un conflit social est un combat d'un genre particulier dans lequel, pour que l'issue soit acceptable, aucune des deux parties en cause ne doit perdre la face. Au moins en apparence, ce qui n'interdit pas de décrire la réalité.

La réalité, la voilà.

Sur le plan des réformes, le gouvernement a renoncé à s'attaquer aux dysfonctionnements des services publics, et totalement abdiqué son projet de modifier les régimes spéciaux de retraite. A la SNCF, à la RATP mais vraisemblablement aussi dans la fonction publique, largement mobilisée au travers des enseignants. En reculant face aux roulants, le gouvernement s'est également considérablement compliqué la tâche des prochaines semaines. Certes, Alain Juppé peut se prévaloir d'avoir sauvé l'essen-

tiel de son plan dans tout ce qui touche à la Sécurité sociale. Mais que fera-t-il si les médecins, pour l'instant résignés, se mobilisent massivement ? Que fera-t-il si le monde hospitalier, au moment où sera prise l'ordonnance réformant son mode de fonctionnement, se bloque et rejette le plan avec la même force que les grévistes d'aujourd'hui ? Toutes les populations qui ont à perdre au plan Juppé savent désormais qu'elles peuvent utilement s'y opposer. Mais il y a plus encore : comme chaque fois qu'un pouvoir est empêtré dans une crise, le Premier ministre a prouvé sa bonne volonté en donnant de tels gages aux grévistes que toute réforme en sera désormais compliquée. Figer pour l'avenir la notion de service public «à la française» dans la Constitution n'est pas beaucoup plus astucieux que ne le fut le «ni-ni» en son temps.

Sur le plan politique, Alain Juppé, qui avait réussi à reprendre l'initiative il y a trois semaines, à ressouder sa majorité autour de lui, à laisser l'opposition sans voix et à se dégager enfin de son image attentiste, va replonger. Déjà ses «amis» politiques recommencent à se poser des questions sur ses choix et sa pérennité. Quant à sa méthode, elle s'est brisée sur le front du refus, ce front si large qui rassemblait hier dans les rues tous les mécontents gros de toutes les inquiétudes. Edouard Balladur avait eu Air France. Alain Juppé a eu la SNCF. Et peut-être aura-t-il aussi sa «loi Falloux» et son «CIP».

Sur le plan social, les dégâts de trois semaines de crise sont impressionnants.

FO et la CGT peuvent se vanter d'avoir gagné. Marc Blondel a sauvé son ego et certainement renforcé sa soif de poursuivre le combat. Lui qui se targuait d'avoir défait Alain Madelin pourrait bien être tenté de faire tomber Alain Juppé. Du côté de ceux qui ont eu le courage de dépasser la seule défense des intérêts à courte vue de leurs mandants, la CFTC, la CGC et surtout la CFDT, ils ont perdu une partie de leur mise. Bien sûr, Nicole Notat a décroché «son» sommet sur l'emploi des jeunes et l'aménagement du temps de travail. Mais face aux vainqueurs, CGT et FO, qui veulent encore un mythique sommet social, elle se retrouve en position de faiblesse. Mal remerciée. Quant au patronat, il n'a rien perdu. Non que les entreprises n'aient pas souffert ; le CGPME a bien protesté sur ce thème. Mais parce que le CNPF s'est de lui-même mis hors jeu. Quand on ne joue pas, on ne perd pas. Reste un point sur lequel Alain Juppé peut être sûr d'avoir gagné : l'instauration de nouveaux prélèvements pour rembourser la dette sociale. Les contribuables ne descendront pas dans la rue, pas plus que ne descendront les millions de salariés qui paieront, eux, les milliards de francs des déséquilibres structurels des régimes spéciaux de retraite. Il paraît que ceux du privé ont eu l'impression grisante de faire grève par procuration, et que beaucoup en étaient même heureux. Eh bien, ils pourront continuer à manifester leur solidarité en payant dans la joie les prélèvements retraite à la place de ceux du public.

confiance aussi (3).

Par millions, ils ont fait grève et se sont rassemblés dans l'action ; par centaines de milliers, ils ont discuté de la situation sociale et politique française et européenne dans leurs assemblées générales. La richesse

de ce mouvement est telle qu'il est vain de prétendre en éclairer tous les éléments dans cet article. La lecture de la presse de province est à cet égard plus révélatrice que celle de la presse nationale. Elle raconte, à l'échelle de villes moyennes et

grandes, ce que fut la réalité de ce mouvement. Un foisonnement d'initiatives. Auto-organisation des salariés avec, ici et là, l'existence de comités de grève, mais aussi d'authentiques mesures de contrôle ouvrier. Ainsi les gaziers ont rebranché les

installations de ceux qui n'avaient pu régler leurs factures EDF... Plus souvent, dans de très nombreuses villes, ils ont fait basculer dans la journée la tarification de l'énergie au tarif de nuit. De même, combien de bureaux de poste en grève ont assuré le paiement des mandats des chômeurs, des retraités et des R.Mistes... Et comment ne pas rappeler que dans la ville du Premier ministre, la mairie a presque quotidiennement été assiégée par les salariés, les manifestants amenant son propre électorat bourgeois à regretter ouvertement d'avoir élu Alain Juppé comme successeur de Jacques Chaban-Delmas...

DU PLAN JUPPÉ AU PREMIER MINISTRE DU MEME NOM...

Du plan Juppé proprement dit, il ne restera pas grand chose. Chaque jour qui passe illustre ce constat. La situation est telle que nombre de leaders de l'actuelle majorité s'opposent officiellement, quand ce n'est pas des membres du gouvernement, à la mise en œuvre du R.D.S... Après Nicolas Sarkozy, Simone Veil déclare que les 230 milliards réclamés par le Premier ministre constituent une véritable escroquerie, la moitié ayant déjà été provisionnée sous le gouvernement Balladur... Quant à l'ancien Premier ministre, si sourcilieux de bonne gestion, il propose tout simplement le report du premier tiers provisionnel... Sourions. C'est comme si la grève des cheminots, infligeant la défaite que l'on sait au gouvernement, libérait les consciences ! Qu'en est-il du gouvernement lui-même ? Ce gouvernement est cliniquement mort. Il est sous perfusion.

Et cela ne peut plus durer longtemps. Cela ne peut pas durer car aucun Etat ne peut supporter une telle situation. Ainsi, par exemple, Le Monde publie en première page, en haut à droite, une information sur un décret paru au Journal officiel organisant le fichage politique des citoyens par la gendarmerie au nom de la lutte contre le terrorisme et, le lendemain, dans le même journal et à la même place, on apprend que ce décret est abrogé et que le directeur de la gendarmerie qui n'a fait qu'appliquer les ordres... est renvoyé à une bienheureuse retraite (4).

Une telle situation ne peut se perpétuer. Lorsqu'un ministre déclare : «Vous ne pouvez pas vous imaginer comment ça se passe depuis les grèves de décembre. Pour chaque mesure qu'on envisage, il nous faut évaluer le risque d'éventuelles conséquences explosives. Cela ne pousse guère à l'audace», la messe est dite.

Encore faut-il mettre sur pied une nouvelle combinaison politique gouvernementale, et à lire la prose d'Edouard Balladur, celle de François Léotard, quand ce ne sont pas les injonctions de Giscard d'Estaing intimant l'ordre (!) à son successeur de donner une conférence de presse pour s'expliquer sur l'Europe, on comprend —et d'une certaine manière, on compatit— aux difficultés réelles du locataire actuel de l'Elysée...

Un peu plus tôt, un peu plus tard et plutôt tôt que tard, monsieur Alain Juppé va devoir se trouver un nouvel appartement. Il le sait. Chirac le sait. La classe politique le sait. C'est une évidence. Le gouvernement agonise (5).

D'autant que la crise des sommets de l'Etat est aggravée par une véritable tempête judiciaire : la mise en

examen de grands patrons, de ministres, de députés révèle au grand jour la corruption générale de la V^e République, de son personnel. Sans doute le gouvernement ne reste pas inerte ; il tente de faire passer une loi sur l'abus de biens sociaux pour limiter les possibilités des juges. Il mute les chefs de la police qui suivent les dossiers les plus sensibles... N'empêche, la relative indépendance acquise par les juges est une machine infernale qui peut réserver bien des surprises...

Rappelons simplement à nos lecteurs qu'un an après mai-juin 68, le général de Gaulle —qui était d'une autre stature qu'Alain Juppé ou Jacques Chirac— abandonnait le pouvoir. Le gouvernement d'Alain Juppé est cliniquement mort, alors que s'annonce en Europe une récession qui angoisse positivement tous les chefs d'Etat.

DANS QUELLE SITUATION POLITIQUE SOMMES-NOUS ?

La grève des cheminots a-t-elle fait basculer le pays dans une période révolutionnaire ? Non. Nous sommes dans une de ces situations «intermédiaires» dont parle Trotsky dans Où va la France ? Les masses sont en mouvement, elles n'ont pas encore —et il s'en faut— une claire conscience de l'objectif politique à atteindre, mais elles avancent. Les grèves vont fuser. Et comme à Marseille chez les tramainots, elles seront longues, pugnaces et le plus souvent victorieuses. Les grèves vont naturellement éclater dans le secteur privé. Et la loi quinquennale sur l'emploi, comme le régime de retraites (quarante ans de cotisations) mis en place sous le gouvernement Balladur

vont voler en éclats. Pour la première fois depuis des décennies, la classe ouvrière est en action par la grève et la manifestation ; elle a retrouvé confiance en ses capacités : elle va agir, frapper, faire reculer et gagner. Gagner sur ses revendications, gagner encore en confiance (6). Pour le reste, rien ne peut être dit qui ne relève du pronostic de gourou. Et comme nous sommes des marxistes nous éviterons le langage des sectes.

Evidemment, la situation peut brutalement basculer vers une crise révolutionnaire ouverte : mais aujourd'hui nous n'en sommes pas là. Souhaitons que le mouvement mûrisse, prenne le temps de s'armer politiquement sans se hâter. Ce qui doit arriver arrivera bien assez vite.

LES TROIS COUPS

DU BRIGADIER

La grève de décembre sonne donc pour la France et pour l'Europe les trois coups du brigadier d'une véritable nouvelle période. Il n'y aura rien d'automatique, rien de linéaire. S'agissant de millions de femmes et d'hommes, il n'y a pas de mouvement mécanique. Il faut être mesuré, nuancé dans l'analyse. Non pas pronostiquer, mais chercher à distinguer le cours général du processus. Il faut prendre en compte ce que soulignent la plupart des commentateurs étrangers, du Financial Times à El País en passant par le Frankfurter Allgemeine : la grève du mois de décembre,

au-delà du traité de Maastricht et de ses dispositions qui, pour partie, ne s'appliqueront jamais, de la monnaie unique qui ne verra jamais le jour, est une grève victorieuse contre le libéralisme, c'est-à-dire la forme actuelle du capitalisme. Ils ont gagné, songent les salariés anglais, allemands, espagnols, italiens. Et de service public en service public, de grande entreprise en grande entreprise, de pays en pays, l'onde de choc se propage, la réflexion gagne. Et le combat se prépare, se nourrissant concrètement des résultats arrachés par les cheminots et les fonctionnaires, mais aussi par les mineurs de Merlebach...

A la politique concertée à l'échelle de l'Europe contre les salariés, va maintenant répondre la réaction moins concertée (par définition), pas organisée (il n'y a pas d'Internationale ni même de politique européenne des organisations syndicales). N'empêche, pour la France et pour l'Europe, la grève de décembre frappe les trois coups du brigadier. Cette formule s'applique curieusement au théâtre et dans l'art militaire. Au théâtre, les trois coups du brigadier annoncent au public que le spectacle va commencer, le rideau se lever. A la guerre, les artilleurs avant de faire feu sur un objectif, le cadrent par trois coups d'une charge particulière qui leur permet de préciser l'objectif à écraser ensuite sous un déluge de feu et de mitraille...

Nous l'écrivions déjà dans le numéro un de Carré Rouge ; répétons-le ici,

non sans jubilation : les semaines et les mois qui viennent seront vraiment passionnants. n 15-01-96

1 Précisons. Alors que la grève de décembre est au plus fort, le bureau exécutif du parti socialiste approuve sur rapport d'Elisabeth Guigou un plan sur la «protection sociale» qui s'inspire très exactement de celui du gouvernement...

2 Nous consacrerons nos prochains numéros à analyser et à réfléchir à ces questions d'un intérêt majeur.

3 Répétons-le, nous ne pouvons traiter ici, aujourd'hui, de tous les problèmes. Soulignons cependant que des secteurs disloqués, démoralisés, comme par exemple l'enseignement, se sont proprement restructurés, régénérés, à la faveur de cette grève.

4 Jacques Chirac, décidément en verve, présentant ses vœux à la haute Fonction publique, mimant le général de Gaulle, exige un «Etat fort». Bien. 600 militants nationalistes corses donnent en pleine nuit une conférence de presse. Ils sont, notent les journalistes, dotés d'armes ultra-modernes... Et le ministre de l'Intérieur engage des pourparlers «secrets» avec eux...

5 Le 17 janvier, Alain Juppé accorde au *Figaro* une interview dont le contenu —dans la forme et dans le fond— est proprement surréaliste. La dernière question d'une longue série sans complaisance est illustrative : «Qu'est-ce que Mitterrand a réussi et que vous voudriez réussir à votre tour ? - Durer ! Mais est-ce une fin en soi ?»